

que toute délégation de son pouvoir à un parti se retourne fatalement contre elle-même, elle comprendra que son seul objectif possible est la gestion directe et totale de la société. Et cet objectif n'entraîne pas une forme d'organisation nécessaire pour sa réalisation mais coïncide directement avec cette forme d'organisation. Car au fond, le socialisme sous tous ses aspects, ne signifie pas autre chose que gestion ouvrière de la société, gestion par la classe ouvrière en tant que classe, donc en même temps formation des véritables organes par lesquels la classe exercera son pouvoir.

LA LUTTE DES CLASSES EN ESPAGNE (1)

Centre et maître du « monde occidental », l'Amérique poursuit un double objectif : la consolidation du système capitaliste et sa propre domination à l'échelle mondiale.

Dictée par ces exigences, sa politique est à la fois dirigée contre le prolétariat et contre son rival impérialiste : la Russie stalinienne.

On retrouve ces deux aspects dans les dernières décisions prises au sujet de l'Espagne. Consolidation du système stratégique occidental en vue de la prochaine guerre, mais consolidation aussi du capitalisme espagnol sous sa forme franquiste.

Que les prolétaires et les paysans affamés, que les grévistes du printemps dernier sachent à quoi s'en tenir. Force de travail incroyablement exploitée aujourd'hui, ils seront demain ce « réservoir d'hommes » dont parle M. Griffis, ambassadeur U.S.A. à Madrid.

La fameuse « question espagnole », le « scandale Franco » des années 1945-46 est définitivement enterré ; l'intégration de l'Espagne dans le complexe économique-militaire occidental est en train de s'accomplir pour le plus grand bien des « Démocraties » occidentales, antifascistes hier, antitotalitaires aujourd'hui. Le totalitaire Franco, comme le totalitaire Tito, comme les totalitaires régimes de Grèce, Turquie, Moyen-Orient, Extrême-Orient, Amérique Latine, rejoignent la... totalitaire « Démocratie » américaine dans sa lutte antitotalitaire contre les totalitaires d'en face : la « Démocratie » russe et les « Démocraties populaires. La mystification de la propagande officielle atteint son comble et devient par la même dangereuse pour ceux-là même qui l'utilisent. Car un fait peut maintenant être définitivement acquis par les travailleurs espagnols, c'est que l'antifran-

(1) Cet article a été écrit en juillet dernier, après les événements d'Espagne. Son analyse reste cependant valable, car elle concerne principalement les aspects généraux du problème espagnol. (N.D.L.R.)

quisme des années 1945-46 n'avait été qu'une comédie à l'usage des masses, que les grandes puissances « démocratiques » n'avaient à aucun moment envisagé de changement politique dans ce pays et que, soutenue par la démocratie Amérique ou par l'Allemagne hitlérienne, l'exploitation de la bourgeoisie espagnole ne change guère en férocité.

Bourgeoisie et Proletariat

En réalité, l'attitude des grandes puissances à l'égard du franquisme s'est toujours inspirée de considérations impérialistes fondées à la fois sur leurs objectifs locaux à satisfaire et sur des préoccupations stratégiques, liées au souci constant de maintenir le front uni de la bourgeoisie. Compte tenu des conditions historiques données, le franquisme leur a paru être, dès 1936-37, la forme la plus adéquate de la domination capitaliste en Espagne. Cette attitude a parfaitement coïncidé avec celle de la bourgeoisie espagnole elle-même et elle apparaît comme absolument logique si l'on considère l'évolution de la lutte des classes au cours des décades qui précédèrent l'instauration du régime de Franco.

Dans ce pays relativement arriéré, la bourgeoisie n'a pas su réaliser sa propre révolution, politique et industrielle, et si elle s'est rapidement développée à partir des années 1900, cette croissance a été limitée et tardive. Elle a dû partager le pouvoir avec les représentants de l'Eglise et de l'Armée, couches parasitaires exerçant traditionnellement une grosse influence dans le gouvernement du pays. Ce « partage » du pouvoir a entraîné une politique de concessions réciproques, laquelle, bien que favorisant dans une certaine mesure les industriels (protectionnisme par exemple), a contribué notablement à la conservation des traits les plus rétrogrades de la structure économique et sociale.

Incapable de mener une vigoureuse politique d'expansion industrielle et de transformation du pays, la bourgeoisie a dû pourtant de bonne heure résister à la poussée du prolétariat luttant contre l'exploitation. C'est sous la pression de ce dernier qu'elle a été amenée à réaliser la grande « manœuvre stratégique » de la proclamation de la République en avril 1931.

Mais la violence de la lutte de classes fit sauter, en juillet 1936, les cadres de la République démocratique.

La vague révolutionnaire submergea le pays pendant des mois et la classe ouvrière, au début pratiquement maîtresse du pouvoir dans les régions industrielles, entreprit la liquidation des rapports de propriété capitalistes et s'efforça d'organiser sa propre gestion de l'économie.

Cependant, ses fractions les plus conscientes n'étaient pas parvenues à s'organiser en une avant-garde théoriquement et pratiquement solide, capable d'assumer les tâches de coordination et de direction de la lutte. L'absence d'une telle organisation — absence qui s'expliquait à la fois par le développement propre du mouvement ouvrier espagnol et par la crise du mouvement international — devait se faire sentir de manière décisive tout au long du cours révolutionnaire.

Dans ces conditions et soumise à l'énorme pression matérielle et idéologique, des forces capitalistes, la classe ouvrière ne parvint pas à consolider et à approfondir ses conquêtes et à instaurer un pouvoir ouvrier centralisé. Ecrasée, dès le début, par la répression franquiste dans un secteur de la Péninsule, elle fut progressivement chassée des positions conquises, dans l'autre secteur, par la répression républicano-stalinienne.

La guerre civile perdit dès lors son caractère de lutte de classes pour se transformer en lutte pour le pouvoir entre la bureaucratie républicano-stalinienne d'un côté et les vieilles couches dominantes de l'autre ; du fait de l'intervention de l'U.R.S.S. et de l'Axe, elle revêtit une signification internationale très précise et s'intégra à la chaîne d'escarmouches impérialistes qui précédèrent la deuxième guerre mondiale.

Mais quelle que fut l'importance du triomphe militaire de Franco du point de vue des rivalités impérialistes, sa signification essentielle était une signification de classe : il représentait, en effet, la liquidation, transitoire mais totale, de la lutte du prolétariat et la stabilisation de l'ordre bourgeois dans la Péninsule.

Les caractères « originaux » du régime franquiste étaient donnés par les conditions particulières de l'évolution du pays, de ses forces politiques et sociales, mais sa signification profonde dépassait le cadre national. Le retour aux formes totalitaires de gouvernement après six années de démocratie, dont cinq d'ailleurs vécues non en régime constitutionnel, mais sous celui des lois d'exception (1), qui, elles-mêmes, avaient succédé à sept années de dictature militaire (2), démontrait clairement l'inefficacité des institutions démocratiques de type classique en tant qu'instrument de domination de la classe exploiteuse. C'est là une expérience que la bourgeoisie espagnole n'est pas près d'oublier et qui rejoint celle de la classe dominante à l'échelle mondiale ; c'est une expérience dont l'aboutissement totalitaire s'intègre à l'évolution politique du capitalisme moderne s'exprimant par l'instauration de régimes de type fasciste ou stalinien et par les rapides transformations internes des Etats à étiquette démocratique.

Les années de franquisme ; l'usure du régime

Mais si le régime de Franco s'est révélé une excellente camisole de force pour les ouvriers, il n'a pas su, par contre, aborder avec un minimum de cohérence et d'efficacité les problèmes qui se posaient à la classe dominante au lendemain de la guerre civile et au cours des années suivantes.

(1) « Loi de défense de la République » qui suspendait les garanties constitutionnelles et concentrait les pouvoirs dans les mains des Gouverneurs civils (Préfets) ; elle prévoyait trois degrés : état d'alerte, état d'exception et état de siège, dans ce dernier cas tous les pouvoirs passant à l'autorité militaire. De 1932 à 1936, l'Espagne a presque constamment vécu sous l'un de ces trois... « états ».

(2) Dictature militaire de Primo de Rivera, puis de Berenguer : 1923-1930.

L'industrie espagnole se trouve en pleine stagnation. Méthodes routinières de fabrication, mauvais lissage de l'outillage, faible productivité (compensée en partie, il est vrai, par une exploitation effrénée des ouvriers), possibilités réduites d'exportation. Quant aux mirifiques projets d'investissement patronnés par l'Etat, ils sont restés lettre morte : les capitaux manquent ou refusent de s'engager dans des affaires peu rentables — les affaires rentables se trouvant souvent (comme c'est le cas pour les mines) dans les mains de compagnies étrangères. Dévoré par les dépenses militaires et policières, par l'Eglise, la bureaucratie, le budget de l'Etat ne parvient même pas à assurer l'entretien normal des routes ou le renouvellement du matériel des chemins de fer. Faute de devises, les matières premières manquent ; charbon et énergie électrique couvrent difficilement les besoins ; il s'ensuit des graves perturbations dans la marche des usines.

Le niveau de vie des ouvriers est terriblement bas : salaires de famine, conditions de travail, d'hygiène, de logement, extrêmement pénibles, souvent semblables à celles des ouvriers du début de l'ère de l'industrialisation (3).

Dans l'agriculture, la situation n'est pas meilleure : manque d'engrais, d'outillage, de capitaux. Les exportations de produits agricoles subsistent grâce à une exploitation incroyable de la main-d'œuvre et en sacrifiant les besoins du marché intérieur. La mise en valeur des terres incultes, la construction d'un réseau d'irrigation, problèmes élémentaires mais essentiels de l'agriculture espagnole, n'ont même pas été abordés. Les méthodes de culture restent, dans l'ensemble, très arriérées et les rapports de propriété presque immuables depuis des siècles. Aussi le rendement du sol est un des plus faibles d'Europe.

Les conséquences d'un tel état de choses (préexistant d'ailleurs au franquisme et que celui-ci n'a fait qu'aggraver), ne pèsent pas seulement sur les ouvriers, les salariés agricoles et les petits paysans : si l'on excepte la fraction qui profite du marché noir, la petite bourgeoisie des villes est également

(3) Coût de quelques denrées, calculé en temps de travail, d'après le salaire moyen d'un ouvrier en Espagne et en France, dans une grande ville industrielle :

DENRÉE :	TEMPS DE TRAVAIL NÉCESSAIRE POUR L'ACHETER :	
	Pour un ouvrier Espagnol	Pour un ouvrier Français
1 hg. de pain	70 minutes avec carte de ravitaillement.	17 minutes.
1 kg. de viande ...	5 heures au marché noir.	2 h. 57 min.
1 litre de lait	7 h. 20 minutes.	18 minutes.
1 douz. d'œufs	1 heure.	1 heure.
1 kg. pommes de terre	12 heures.	15 minutes.
1 kg. de haricots ..	30 minutes avec carte. 1 heure au marché noir.	51 minutes.
1 kg. de café	4 heures 40 minutes.	
	2 heures 46 minutes avec carte.	5 h. 11 min.
1 kg. de sucre	26 heures 42 minutes.	
	5 heures 40 min. au marché noir.	48 minutes.
1 litre d'huile	3 heures 20 minutes avec carte.	
	9 heures 20 min. au marché noir.	2 h. 13 min.

(Etude publiée par *La Batalla*, organe du P.O.U.M., n° 96. Nous nous sommes permis de rectifier quelques chiffres, d'après les dernières variations de prix et de salaires, concernant les ouvriers français).

atteinte, ainsi que certaines professions « libérales » et les catégories inférieures de fonctionnaires.

Or, si le franquisme s'est révélé incapable d'assurer une meilleure « efficacité » de l'appareil productif, il n'en a pas moins développé une forte bureaucratie étatique. Sans parler de l'Armée, l'Eglise et la Police, les autres organes d'administration et de contrôle se sont démesurément gonflés, la bureaucratie syndicale et politique a proliféré. Emargeant au budget de l'Etat, ces couches parasitaires tendent par ailleurs à accroître leurs pouvoirs, à envahir les domaines privés de l'industrie et du commerce. Sous l'égide de hauts fonctionnaires, des sociétés se sont constituées pour l'exploitation de telle industrie, la vente de tel produit.

L'avidité de ces « nouveaux riches » n'a d'égal que leur incompetence et leur corruption. De vrais « gangs » se sont formés pour l'exploitation de telle branche du ravitaillement, de telle municipalité ou administration et leurs luttes internes, leurs manœuvres politiques contribuent à l'incohérence de l'appareil gouvernemental.

Ayant développé les traits les plus négatifs du totalitarisme, sans apporter en revanche aucune solution aux problèmes économiques les plus urgents, le régime franquiste est arrivé à un stade d'usure relativement avancé, usure que l'aide de l'impérialisme américain peut atténuer mais non arrêter.

La classe ouvrière après la guerre civile

La classe ouvrière espagnole est restée passive pendant les années qui ont suivi la guerre civile. Etouffée par le poids de l'appareil étatique, découragée par sa défaite politique et militaire de 1937-39, décimée dans ses couches les plus actives, elle sentait sa propre impuissance à mener une lutte ouverte contre l'exploitation.

Sans confiance dans leurs propres forces, les travailleurs ont mis leurs espoirs dans l'effondrement des régimes fascistes en Europe d'abord, dans l'action de l'O.N.U. et des « Démocraties » ensuite.

La différence entre un tel état d'esprit et la conscience révolutionnaire dont ils avaient fait preuve en 1936, était sans doute énorme. Mais la situation, elle aussi, était radicalement différente. Or la conscience révolutionnaire du prolétariat n'est pas donnée une fois pour toutes : elle ne peut être acquise par des larges fractions de la classe que pendant les périodes où, par la convergence de facteurs politiques et matériels déterminés, la lutte de classes atteint une grande intensité. En dehors de ces périodes, la conscience de classe de la majorité des travailleurs se manifeste surtout au niveau élémentaire de conscience de leur exploitation et de résistance à celle-ci et l'influence des idéologies bourgeoises peut devenir très grande au sein du prolétariat.

Ceci ne signifie nullement que tout soit à recommencer :

L'expérience des luttes précédentes se retrouvera, lors d'une reprise de la lutte ouverte, dans les formes, le rythme, les buts mêmes du mouvement. D'autre part, l'évolution actuelle du capitalisme se charge de détruire rapidement ses propres justifications idéologiques : en fusionnant les exigences économiques et politiques de la classe exploiteuse et en les situant à l'échelle mondiale, elle crée les conditions qui peuvent amener à la fois un dépassement du niveau élémentaire de la lutte ouvrière et une « désintoxication » des travailleurs sur le plan idéologique.

C'est ainsi que les événements qui ont suivi la fin de la dernière guerre se sont eux-mêmes chargés de détruire le mythe de la « libération » des travailleurs espagnols par les « Démocraties ». La conscience des rapports réels entre le gouvernement franquiste et les gouvernements des grandes puissances a poussé les ouvriers, dans le cadre d'une aggravation constante de leur niveau de vie, à entreprendre eux-mêmes leur propre défense.

La première manifestation de ce changement d'attitude a été la grève générale du 1^{er} mai 1947 dans la région industrielle du Nord (pays basque); déclenchée pour vingt-quatre heures, elle se prolongea pendant plusieurs jours comme manifestation de solidarité envers les ouvriers arrêtés par la police.

Les mouvements grévistes de cette année

Après la grève de 1947, trois années ont suivi pendant lesquelles la résistance ouvrière ne s'est exprimée que de façon sporadique et limitée. Mais l'année 1951 a vu la naissance et le développement d'une série de grèves, dont l'envergure traduit un réveil général du prolétariat.

Les mouvements ont débuté à Barcelone. Le 23 février : manifestations des étudiants contre la hausse des tarifs des trams; le 24 : des ouvriers se joignent aux manifestants, attaquent les voitures en service, la police intervient et il y a des blessés. Les manifestations continuent jusqu'au 1^{er} mars, jour où a lieu la « grève des usagers » : des centaines de milliers de gens circulent à pied; rencontres avec la police : deux morts, nombreux blessés. Les autorités reculent et décident de rétablir les anciens tarifs.

Le mouvement a permis aux travailleurs de se rendre compte de leur force : l'idée d'une protestation plus vigoureuse prend corps.

Le 12 mars : plus de 300.000 ouvriers et employés cessent le travail; les transports s'arrêtent, la ville est paralysée, tandis que des milliers de travailleurs manifestent dans les rues sous les yeux de la police ahurie. La grève s'étend aux villes industrielles de la région, pendant qu'à Barcelone même les rencontres avec la police se multiplient : on relève des morts et des blessés. Des ouvriers attaquent l'Hôtel de Ville, manifestent devant les syndicats phalangistes.

La grève se prolonge encore pendant deux jours dans les faubourgs industriels et dans certaines villes de la région : les

ouvriers refusent de reprendre le travail pour protester contre les arrestations effectuées et les sanctions annoncées contre les grévistes (sanctions que les autorités n'ont pas osé appliquer par la suite).

Malgré la censure gouvernementale, le mouvement a eu une profonde résonance dans tout le pays.

Le 3 avril : les étudiants, qui ont déjà manifesté à Grenade, reprennent leur protestation à Madrid; ils résistent à la police, laquelle blesse de nombreuses personnes.

Le 3 avril : grève des ouvriers du textile de Azcoitia (pays basque); dans la journée, la grève s'étend à d'autres secteurs de l'industrie locale.

Le 16 avril : grève des ouvriers du textile de Manresa (prov. de Barcelone). Après deux jours de grève, les autorités ferment les usines : le lock-out durera 17 jours. Le 30 avril, les autorités ordonnent la rentrée pour le 1^{er} mai et menacent de sanctions les ouvriers qui ne reprendront pas le travail le jour dit : la signification politique de cet ordre est évidente. Malgré la misère à laquelle le lock-out les a réduits, les travailleurs refusent de rentrer le 1^{er} mai et ne reprennent que le lendemain 2 mai.

Le 23 avril : grève générale à Bilbao qui s'étend rapidement à toutes les villes industrielles du pays basque. Elle dure deux jours à Bilbao, davantage dans certains faubourgs où, tout comme à Barcelone, les ouvriers protestent contre les arrestations. A Saint-Sébastien et au port de Pasajes, les ouvriers débrayent de nouveau, après une journée de travail, pour obtenir l'arrêt de la répression.

Le 1^{er} mai : débrayages partiels dans les villes industrielles de Catalogne.

Le 4 mai : grève générale à Vitoria (pays basque); elle se poursuit jusqu'au 8 mai pour protester contre les sanctions annoncées.

Le 8 mai : grève générale à Pampelune (Navarre); manifestations dans les rues, rencontres avec la police, blessés; se prolonge jusqu'au 12.

Le 22 mai : « grève des usagers » à Madrid (transports, journaux, magasins d'alimentation, cafés); comme à Barcelone le 1^{er} mars, des milliers d'ouvriers circulent à pied dans les rues.

Plusieurs traits essentiels se dégagent de ces mouvements :

1° Spontanéité, résultant à la fois du désir de lutte des ouvriers et de la faiblesse des groupes oppositionnels illégaux ;

2° Combativité de la classe ouvrière, se manifestant dans des conditions particulièrement difficiles ;

3° Objectifs essentiellement revendicatifs des grèves : salaires, ravitaillement, conditions de travail ;

4° Un sens très sûr de la solidarité ouvrière, se manifestant

par la prolongation des grèves ou par des nouveaux débrayages en signe de solidarité avec les ouvriers arrêtés.

Ces caractères sont indiscutables. Aucune organisation illégale ne peut se vanter d'avoir déclenché tel ou tel mouvement; la lutte a été très dure; les revendications immédiates ont constitué la base de l'agitation. Ce dernier point n'exclut d'ailleurs nullement l'hostilité au régime lui-même: les assassinats, les tortures, les emprisonnements, n'ont pas été oubliés et alimentent quotidiennement la haine des travailleurs. Mais, dans les conditions actuelles, aucune solution d'ensemble ne peut se présenter à eux et c'est sur le terrain de la lutte revendicative que leur résistance de classe se développe.

L'opposition au régime: les organisations émigrées

Nous avons parlé plus haut de la faiblesse des groupements clandestins en Espagne. Or celle-ci s'explique aussi bien par la situation et le caractère totalitaire de l'État que par la politique même des organisations émigrées, dont les groupes illégaux dans le pays suivent, plus ou moins correctement, les directives politiques.

Pour la majorité d'entre elles, leur opposition au régime n'est, en effet, jamais allée au-delà du souhait, plus ou moins platonique, d'un changement du personnel politique gouvernemental.

Inutile de s'entendre sur le lamentable appareil des « gouvernants émigrés ». La République espagnole émigrée a surtout été un prétexte à l'entretien, sur les fonds placés à l'étranger, de ministres, ex-ministres, députés, généraux déçus, leurs amis et les amis de leurs amis. Leurs sordides querelles d'argent, d'« influence », leurs discours solennels et leurs appels larmoyants à l'O.N.U. sont tout aussi répugnants que leur prétendue « fidélité aux institutions républicaines » et que leur mépris complet du sort des réfugiés espagnols. Leur influence en Espagne est nulle et leurs déclarations officielles au sujet des dernières grèves, un bluff auquel personne ne croit.

En ce qui concerne le Parti socialiste, son action n'a pas beaucoup différé, du point de vue politique, de celle des groupuscules républicains.

Soutien de la République de 1931-36 (et avec lui la bureaucratie syndicale de l'U.G.T.) il a été, à cette époque, un des freins les plus efficaces à l'action des masses. A la tête du Gouvernement central pendant la guerre civile, il a travaillé de toutes ses forces à liquider le caractère révolutionnaire de la lutte ouvrière. Participant d'abord aux différents « gouvernements » de la République en émigration, faisant cavalier seul ensuite, il a puissamment contribué à entretenir les illusions des réfugiés et des ouvriers espagnols sur la liquidation pacifique du régime franquiste et sur le rôle progressiste de l'O.N.U. Renforçant toujours sa politique de « solution sans effusion de sang » (et sans lutte de classes, bien entendu), il a été l'artisan des négociations secrètes et des marchandages avec des soi-disant

monarchistes et il a signé avec eux le pacte dit de « Saint-Jean-de-Luz » pour le rétablissement de la « Démocratie » en Espagne.

Le mouvement anarcho-syndicaliste s'est divisé en émigration: il existe deux C.N.T. et deux mouvements libertaires. La scission a eu lieu sur le problème de la poursuite de la collaboration au sein du gouvernement républicain émigré; en réalité, les causes en sont plus profondes. Les « collaborationnistes » réclament, en effet, une « adaptation » de l'idéologie et de la tactique libertaires aux « nécessités de la période actuelle », soit, en gros: intervention du mouvement sur le terrain politique bourgeois, participation éventuelle aux gouvernements bourgeois démocratiques, attitude de « collaboration » sur le terrain syndical. Partisans d'une espèce de travaillisme espagnol, ils ont, eux aussi, participé aux marchandages avec les monarchistes et leur anti-stalinisme est bien près d'un pro-américanisme déclaré.

Face à eux se dresse l'organisation se réclamant des idées et des méthodes classiques, dont l'influence est très largement majoritaire dans les milieux anarchistes de l'émigration, mais bien moins nette en Espagne même. Cette organisation s'est livrée à une certaine auto-critique du rôle des anarchistes pendant la guerre d'Espagne et répudie maintenant toute participation aux gouvernements bourgeois; elle se réclame de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la destruction révolutionnaire de l'État.

Les tendances les plus diverses subsistent pourtant au sein de chacune des deux organisations et bien souvent leurs frontières idéologiques n'apparaissent pas très précisément.

L'influence de l'anarcho-syndicalisme en général reste prépondérante dans une bonne partie de l'Espagne; il regroupe une fraction très combattive de la classe ouvrière et le courage et le dévouement de ses militants en font le secteur le plus actif dans les luttes du prolétariat.

L'influence du stalinisme est relativement restreinte dans les milieux de l'émigration et en Espagne même. Le souvenir de la politique contre-révolutionnaire du P.C. pendant la guerre civile, des méthodes classiques, dont l'influence est très largement majoritaire, est encore très fort chez la plupart de travailleurs.

D'autre part, la bureaucratie du parti, en croissance rapide, tant qu'elle participait au pouvoir, a très mal résisté à la défaite, aux difficultés matérielles de l'émigration et à la pression idéologique des impérialismes occidentaux. Les crises et les scissions ne sont succédées, les chefs bien-aimés sont devenus des affreux traitres, le stalinisme a gangrené l'appareil.

Comme celle des autres P.C., la politique du P.C. espagnol a constamment reflété les nécessités impérialistes de Moscou. Pendant la période de collaboration entre la Russie et les pays occidentaux, il a participé au gouvernement républicain émigré. Patriote sur ordre, il n'a pas hésité, en outre, à s'allier à d'autres patriotes non-républicains: monarchistes et fossiles réactionnaires (dont Gil Robles, le bourreau des Asturies en 1934) au sein de l'organisme-fantôme dénommé « Union Nationale », disparu depuis. Organisateur, avec l'aide du P.C. français, des expéditions de « guérilleros » en territoire espagnol, il a ainsi livré à la répression franquiste des nombreux militants dont il a

largement exploité le sacrifice pour les besoins de la propagande.

De plus en plus isolé depuis la rupture entre la Russie et l'Occident, il est aujourd'hui « républicain intransigeant » et vaillant défenseur de la Patrie « vendue par Franco aux Américains ».

En ce qui concerne le P.O.U.M. (Parti ouvrier d'Unification Marxiste), sa physionomie politique n'a pas subi des changements fondamentaux depuis 1939. Il s'est débarrassé de ses éléments les plus droitiers (partisans aujourd'hui de l'Amérique contre la Russie); il a fini par reconnaître le caractère impérialiste de l'U.R.S.S. et définit maintenant celle-ci comme un capitalisme d'Etat; il défend une politique d'indépendance de la lutte ouvrière à l'égard des deux blocs, mais sur le plan théorique et tactique il ne s'est pas dégagé de l'opportunisme. Illusions sur le caractère « antifasciste » de la dernière guerre, sur l'expérience travailliste considérée comme progressive et même socialiste, sur le caractère ouvrier des partis social-démocrates et des organisations syndicales réformistes, sur la nature progressive des mouvements nationalistes dans les colonies (et même sur la soi-disant révolution chinoise de Mao-Tsé), sur les institutions démocratiques bourgeoises qu'il faudrait défendre contre « La Réaction » (4).

En ce qui concerne l'Espagne, il préconise une alliance des forces « ouvrières », élargie ensuite aux républicains, pour combattre le franquisme et « rétablir les libertés démocratiques »; il oppose l'action de ce possible « front populaire amélioré » à la politique socialiste d'alliance avec les monarchistes et d'appels à l'O.N.U.

Le P.O.U.M. a conservé de solides noyaux clandestins, principalement en Catalogne, et ses militants ont activement participé aux dernières grèves.

Si l'on excepte les anarcho-syndicalistes et le P.O.U.M., on est en droit d'affirmer qu'aucune tentative d'organisation de la résistance des travailleurs n'a été faite jusqu'ici. Plus encore : l'orientation politique des organisations émigrées n'a fait que leur créer des difficultés et retarder leur réveil de classe. Il est probable que l'importance des récents mouvements de grève leur imposera une nouvelle orientation et qu'elles essayeront d'étendre là-bas leur influence et de contrôler politiquement l'agitation contre le régime; mais il est bien certain que leur action tendra à défigurer le caractère prolétarien de la lutte, à la dévier sur des objectifs politiques bourgeois, en essayant d'accréditer le mensonge de la responsabilité exclusive de Franco dans la misère des travailleurs. Car, en dehors de leurs divergences tactiques, toutes ces organisations se retrouvent pour affirmer que c'est le franquisme et lui seul qui est la cause de tous les maux et que sa disparition entraînerait celle de la misère, l'exploitation et l'oppression. Or, il est bien évident que la situation économique de l'Espagne n'est que l'expression

(4) Un exemple parmi d'autres : un article de *La Batalla* se félicitant des grèves contre le retour du roi en Belgique et présentant l'infâme bourrage de crâne social-démocrate comme un retour aux... saines traditions de lutte contre la réaction !

(aggravée, bien sûr, par l'ineptie et le gaspillage de l'Etat policier), dans un pays arriéré, de la crise mondiale du capitalisme, crise qui entraîne, non seulement le sacrifice des économies secondaires au profit des deux Grands, mais une baisse générale du niveau de vie du prolétariat. N'est-ce pas la France démocratique qui a réduit de 50 % par rapport à 1938 le standard de vie de ses ouvriers ?

Mais cela, nos « antifranquistes » se gardent bien de le dire.

Perspectives

Problèmes économiques et solutions politiques dépassent largement le cadre national. La classe dirigeante ne pouvait chercher de solution que dans l'aide de l'impérialisme américain et dans l'intégration totale du pays au complexe économique-militaire occidental. C'est dans ce sens que la politique extérieure du franquisme s'est orientée depuis quelque temps. Elle veut de récolter ses premiers fruits avec le projet d'aide militaire et la promesse de prochains crédits, plus substantiels que les miettes reçues depuis un an.

La solidarité de classe des capitalistes américains vis-à-vis de Franco est indiscutable. Mais le maintien de l'ordre dans la Péninsule n'est pas le seul aspect de la question. D'une part le capitalisme occidental se trouve en pleine organisation de l'économie de guerre, de l'autre la préparation de la guerre se fait également sur un plan plus directement militaire, par le renforcement des secteurs ayant une valeur stratégique. C'est de ce dernier aspect qui a décidé les U.S.A. à précipiter les choses et, passant outre les objections de leurs partenaires, à mettre en route l'établissement de bases militaires en Espagne.

Mais de tout cela, il ne découle pas automatiquement que le Gouvernement des U.S.A. va s'employer à résoudre à tout prix la situation économique de ce pays. Le relèvement de l'économie espagnole nécessiterait des investissements considérables, une réorganisation profonde, l'envoi d'équipes importantes de techniciens, un contrôle et une surveillance constants. Ce serait un travail de longue haleine. Or, le rythme du réarmement aux Etats-Unis, la concentration et les énormes investissements qu'il réclame, le caractère même de la production de guerre, ainsi que les délais vraisemblablement assez brefs qui ont été fixés pour son plein rendement, excluent la possibilité d'une aide de ce type à l'Espagne. Réservoir d'hommes et de certaines matières premières et surtout plate-forme stratégique, elle recevra un secours limité, genre Grèce ou Turquie, qui pourra momentanément alléger les difficultés les plus lourdes du régime. Mais un tel secours (dont une bonne partie ne servira d'ailleurs qu'à accroître les profits parasites de la bureaucratie franquiste) ne soulagera pas sensiblement la misère des masses, pas plus qu'il ne l'a soulagée, par exemple, en Grèce ou en Turquie.

C'est surtout sur la solidité de l'appareil de répression, auto-

matiquement renforcé par la prochaine occupation militaire américaine, que les Etats-Unis misent pour le maintien de l'ordre. L'importance de la Péninsule était surtout d'ordre stratégique, la machine de guerre américaine tend, d'ores et déjà, à considérer ce secteur comme une espèce de future Corée et, bien entendu, ses habitants comme des futurs Sud-Coréens.

Ce qui explique, d'autre part, les réticences de l'Amérique lorsqu'il s'agit d'envisager un changement de personnel politique. Non pas que les éventuels remplaçants n'existent pas : monarchistes de Don Juan, républicains, socialistes, anarcho-syndicalistes « collaborationnistes » sont là, tout prêts, et leur fidélité aux buts de guerre de l'Amérique et leur souci de maintenir l'ordre social, sont indiscutables. Ne se posent-ils pas depuis longtemps comme les « seuls » défenseurs possibles de la Démocratie occidentale contre le Totalitarisme russe et ne prétendent-ils pas démontrer aux U.S.A. que Franco n'est pas capable de jouer un tel rôle, faute d'appui populaire ?

Mais la marge de manœuvre politique est aujourd'hui fortement réduite en Espagne. Les anciens problèmes n'ayant pas reçu de solution et, dans le cadre de la prochaine guerre, des nouvelles difficultés plus graves encore, dues au réarmement ou aux opérations militaires elles-mêmes, se faisant jour, l'adhésion, même partielle, des masses travailleuses aux buts de guerre occidentaux reste très douteuse aux yeux de l'Amérique. Elle sait aussi que le développement de la lutte de classes dévorerait rapidement slogans, promesses et simagrées démocratiques ; elle préfère donc un régime qui essaie d'étouffer cette lutte dans l'œuf ; en un mot : elle préfère le coup de poing à la manœuvre et ne conseillera celle-ci qu'à la dernière extrémité.

Il n'est évidemment pas possible de prévoir les manifestations concrètes, le rythme, les formes du développement de la lutte ouvrière en Espagne. Mais quelque chose peut déjà être affirmée dès aujourd'hui et c'est que les grèves du printemps dernier ne constituent pas un simple épisode sans lendemain, mais expriment l'ouverture d'une période nouvelle de la lutte de classes qui s'étendra jusqu'à la guerre.

Une telle période est nouvelle non seulement dans le sens chronologique, mais, tout d'abord, parce que les conditions de la lutte sont très différentes de celles de la période précédente. La subordination complète de la bourgeoisie espagnole à l'Amérique, son entrée dans le Bloc Occidental, excluent la « position à part » de ce pays sur tous les plans. Ainsi est exclue, dans le cadre d'une transformation totalitaire des U.S.A., toute expérience démocratique du type de la République de 1931-36 ou même genre « Libération 44-45 » et est exclue également toute non participation de l'Espagne à la guerre prochaine. Il n'y aura plus, pour la classe ouvrière espagnole, de possibilité de mener, comme en 1936, une lutte révolutionnaire limitée à l'échelle nationale car elle rencontrera la résistance directe d'une organisation totalitaire, politique et militaire, qui est de façon extrêmement concrète internationale. Ceci signifie que, dans les conditions d'une nouvelle guerre, la lutte des ouvriers

espagnols tendra à se poser en des termes identiques à celle des ouvriers de toute l'Europe, que les conditions et les buts seront, dans l'ensemble, les mêmes.

Or, la période de lutte de classes récemment ouverte a aussi une signification nouvelle par rapport à cette perspective elle-même, car c'est le déroulement de la lutte de classes qui déterminera l'attitude du prolétariat face aux forces de guerre, attitude qui constitue l'élément fondamental de la perspective révolutionnaire.

Le problème reste cependant posé — et pas seulement en Espagne — de l'organisation de la classe ouvrière avant et pendant la prochaine guerre, de la transformation de la lutte de classe en lutte révolutionnaire consciente et de la formation d'une organisation d'avant-garde, pratiquement et théoriquement solide, qui puisse orienter l'action prolétarienne vers la destruction de l'Etat capitaliste et l'instauration d'un pouvoir des masses armées.

Il est pour nous bien évident que ni les anarcho-syndicalistes ni le P.O.U.M. ne sauraient devenir une telle avant-garde.

En ce qui concerne les premiers, leur athéisme et leur confusion idéologique leur ôtent toute possibilité d'avoir une claire vision des tâches révolutionnaires et de coordonner et orienter les luttes. On peut en dire autant du P.O.U.M. lequel, toujours hésitant entre la position révolutionnaire et le compromis opportuniste, entre le socialisme et le « moindre » mal, incapable de se débarrasser des vieilles positions tactiques et d'accomplir un sérieux effort théorique et critique, affligé d'une espèce de complexe d'infériorité vis-à-vis des Grandes Organisations et d'un démocratisme très humaniste mais peu matérialiste, n'est pas en mesure de faire beaucoup mieux que les anarcho-syndicalistes.

Mais si en tant qu'organisations ni l'une ni l'autre ne peuvent devenir cette avant-garde, leurs militants représentent pourtant un potentiel révolutionnaire considérable et il est possible d'en dire autant de milliers d'autres prolétaires qui ont été à la dure école des deux dernières décades de luttes et de défaites.

Il serait ridicule de faire ici des recensements, de donner des recettes et de vouloir décrire d'avance, en termes concrets, la marche d'un regroupement des forces révolutionnaires en Espagne. Mais ce qu'il est possible, en revanche, d'affirmer c'est que, pour les militants qui y participeront, une telle action doit signifier : la lutte contre les illusions démocratiques et la « solution » démocratique de la misère des travailleurs, l'appui aux revendications élémentaires des masses, la lutte contre les forces de guerre des deux blocs et leurs appareils propagandistes et politiques et contre toutes les formes de neutralisme ou de pacifisme bourgeois, l'effort théorique d'analyse de l'évolution totalitaire de la société capitaliste et, en conséquence, la mise à jour des positions tactiques traditionnelles et du programme socialiste.

A. VEGA.